

L'Autriche et l'intégration européenne – Chronologie 1945-2006

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_autriche_et_l_integration_europeenne_chronologie_1945_2006-fr-74a26b48-396d-449b-8aea-5e081f2833e1.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Chronologie «L'Autriche et l'intégration européenne 1945-2006»

8./9.5.1945:

Capitulation de la Wehrmacht allemande à Reims et Berlin-Karlshorst

5.9.1946:

Signature d'un accord entre Alcide De Gasperi et Karl Gruber qui, en tant que traité de Paris, devient l'annexe IV du traité de paix avec l'Italie dont il fait partie intégrante, et est censé protéger les droits des Sud-Tyroliens; l'article 85 du traité de paix stipule que les annexes font partie intégrante du traité

19.9.1946:

Discours de Winston Churchill à Zurich: créer les États-Unis d'Europe et un Conseil de l'Europe

10.2.1947:

L'accord Gruber-De Gasperi envisagé comme une «solution européenne» sanctionné dans l'annexe IV du traité de paix avec l'Italie, ne peut néanmoins, par la suite, être mis en œuvre que de manière très limitée

4.3.1947:

Traité de Dunkerque entre la Grande-Bretagne et la France conclu pour une durée de cinquante ans contre d'éventuelles velléités belligérantes de l'Allemagne, précurseur du traité de Bruxelles (1948)

5.6.1947:

Annnonce du programme de reconstruction européenne par le secrétaire d'État américain George C. Marshall à l'université de Harvard

16.7.1947:

Création du Comité de coopération économique européenne (CCEE), les besoins de l'Autriche s'élèvent à 660 millions d'USD pour 1948

22.9.1947:

Catalogue de mesures du CCEE aux fins de coopération économique en Europe comme réponse au discours de Marshall du 5 juin.

30.10.1947:

Signature à Genève de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT – *General Agreement on Tariffs and Trade*) par 23 États (suppression du régime de «droits préférentiels»; réduction des droits pour les biens industriels 19 %)

8.11.1947:

Intégration de l'Autriche à l'UNESCO

2.1.1948:

Accord sur l'aide intérimaire entre l'Autriche et les États-Unis

17.3.1948:

Traité de Bruxelles (GB, F, Benelux): coopération militaire, économique, sociale et culturelle

16.4.1948:

Création de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique, dont le précurseur est le Comité de coopération économique européenne instauré en juillet 1947) par 16 pays européens (dont aussi l'Autriche, la Suède, la Suisse et l'Irlande: les pays neutres européens) dont le siège se trouve à Paris: Coordination du programme de redressement de l'Europe (ERP – *European Recovery Program*); réduction des obstacles au commerce et contrôle des devises

8.-10.5.1948:

Un comité de coordination pour l'unification européenne convoque un congrès des mouvements pour l'Europe à La Haye, lequel prône dans ses résolutions une Europe unie et démocratique ainsi que la création d'un Conseil de l'Europe. Il s'agit du congrès fondateur du «Mouvement européen».

2.7.1948:

L'Autriche signe l'accord sur l'ERP avec les États-Unis (durée de validité jusqu'au 30.6.1953)

10.7.1948:

L'Autriche signe le traité de l'OECE

27.8.1948:

L'Autriche devient membre du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

16.10.1948:

Signature de l'Accord de paiements et de compensations entre les pays européens (compensations et droits de tirage)

25.1.1949:

Accord sur la création d'un *Council of Mutual Economic Assistance* (Comecon) [Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)] à Moscou (URSS, Albanie, Bulgarie, Zone d'occupation soviétique/RDA, République populaire de Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie et Cuba)

3.4.1949:

Le ministre des Affaires étrangères Gruber devient «vice-président», c'est-à-dire secrétaire général adjoint de l'OECE (allocution dans l'émission «Rot-Weiß-Rot»)

4.4.1949:

Signature du traité de l'OTAN à Washington, entrée en vigueur à partir du 24.8.1949

5.5.1949:

Traité de Londres instituant le Conseil de l'Europe (France, Grande-Bretagne, Italie, Irlande, Danemark, Norvège, Suède, Benelux), entrée en vigueur à partir du 3.8.1949

9.5.1950:

Robert Schuman propose la collectivisation de la production européenne d'acier et de charbon (plan Monnet)

25.6.1950:

Début de la guerre de Corée

18.8.1950:

Le Conseil de l'OECE adopte un programme de libéralisation: une libéralisation de 90 % du commerce intra-européen des biens industriels intervient d'ici 1955 (abolition des restrictions à l'exportation)

19.9.1950:

Création de l'Union européenne des paiements (UEP), organisation rattachée à l'OECE, rétroactivement au 1.7.1950, instaurant un système de compensation multilatéral entre les pays de l'OECE («clearing», objectif à long terme: la «convertibilité»); les pays neutres sont membres ou plutôt associés dès le début

26.9.1950:

Agitations communistes et tentatives de grève en Autriche orientale (Haute-Autriche, Basse-Autriche et Vienne)

24.10.1950:

René Pleven, président du Conseil des ministres français, propose de créer une armée européenne intégrée

4.11.1950:

Signature de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) à Rome

18.4.1951:

Signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (Benelux, France, Italie, RFA) conclu pour une durée limitée à 50 ans; la Haute Autorité se trouve à Luxembourg, les pays neutres s'efforcent d'obtenir le statut d'observateurs et négocient séparément avec la Haute Autorité

19.6.1951:

Le Conseil national approuve l'adhésion de l'Autriche au GATT

19.10.1951:

L'Autriche devient membre du GATT («clause de la nation la plus favorisée» inconditionnelle)

24.11.1951:

L'Autriche obtient le statut d'observateur au Conseil de l'Europe (délégation permanente d'observateurs à Strasbourg: droit de parole en séance plénière, mais sans droit de vote)

27.5.1952:

Signature du traité instituant la Communauté européenne de défense (CED) (Benelux, France, Italie, RFA)

23.7.1952:

Entrée en vigueur du traité CECA

10.3.1953:

Projet de l'Assemblée de la CED visant à instaurer une Communauté européenne politique (CEP)

14.4.1953:

Un observateur autrichien est désigné au Conseil des ministres pour la CECA

1.5.1953:

Ouverture du marché commun de la CECA

19.5.1953:

Le gouvernement fédéral autrichien considère la création d'une délégation permanente d'observateurs auprès de la Haute Autorité comme «à la limite du possible»

1.7.1953:

L'Autriche devient membre à part entière de l'UEP

27.7.1953:

Armistice en Corée

30.8.1954:

L'Assemblée nationale française raye la CED de l'ordre du jour: échec du projet

23.10.1954:

Création de l'Union de l'Europe occidentale (UEO): l'Italie et la RFA adhèrent au Pacte de Bruxelles

23.10.1954:

Signature des accords de Paris: adhésion de la RFA à l'OTAN après l'échec de la CED

14.12.1954:

Le Conseil des ministres décide de renoncer à la reprise des négociations avec la CECA

24.3.1955:

La République fédérale approuve les accords de Paris

15.5.1955:

Signature du traité d'État autrichien (Autriche, États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France), entrée en vigueur le 27.7.1955

20.5.1955:

Mémorandum du Benelux aux fins de création d'un marché commun

1.- 2.6.1955:

Conférence des ministres des Affaires étrangères des États de la CECA à Messine

26.10.1955:

Adoption par le Conseil national de la loi fondamentale fédérale sur la neutralité permanente

14.12.1955:

L'Autriche devient membre des Nations unies (ONU)

21.2.1956:

Le Conseil des ministres approuve l'adhésion au Conseil de l'Europe (approuvé par le Conseil national le 1^{er} mars)

16.4.1956:

Adhésion de l'Autriche au Conseil de l'Europe

21.4.1956:

Rapport Spaak sur la création d'un marché commun (base pour les négociations en vue de la création de la Communauté économique européenne – la CEE)

8.5.1956:

Accord douanier de l'Autriche avec la CECA dans le cadre du GATT

19.5.1956:

La Conférence des ministres des Affaires étrangères qui se tient à Venise décide de l'ouverture de négociations dans le but de créer la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom

18.7.1956:

L'OECE propose une vaste zone de libre-échange

23.10.1956:

Leopold Figl, ministre des Affaires étrangères, annonce que le gouvernement fédéral autrichien considère une adhésion à la CECA

29.1.1957:

Le Conseil des ministres à Vienne se prononce en faveur d'une participation à la zone de libre-échange européenne projetée

12.2.1957:

Le ministre des Affaires étrangères, M. Figl, présente à l'OECE les propositions du Conseil des ministres pour la zone de libre-échange

25.3.1957:

Signature à Rome des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEE, CEEA/Euratom: Benelux, France, Italie, RFA) pour une durée illimitée (traités de Rome)

1.1.1958:

Entrée en vigueur des traités CEE et CEEA

4.1.1960:

Signature de la Convention de Stockholm instituant l'AELE (Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Norvège, Portugal, Suède, Suisse)

3.5.1960:

Entrée en vigueur de la Convention AELE

14.12.1960:

Signature de la Convention de Paris instituant l'OCDE qui succède à l'OECE

1.1.1961:

Harmonisation partielle des droits de douane nationaux à ceux de la CEE

10.2.1961:

Les chefs d'État ou de gouvernement des États de la CEE promettent de renforcer la collaboration économique et politique. Une commission de fonctionnaires sous la direction de Christian Fouchet élabore un plan.

31.7.1961:

Demande d'adhésion de l'Irlande à la CEE

9.8.1961:

Demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE

10.8.1961:

Demande d'adhésion du Danemark à la CEE

19.10.1961:

L'Autriche, la Suède et la Suisse décident d'envisager un accord d'association avec la CEE

15.12.1961:

Introduction des demandes d'association avec la CEE (conformément à l'article 238 du traité CEE) de l'Autriche, de la Suède et de la Suisse

17.4.1962:

Rupture des négociations sur l'union politique européenne, faute de consensus sur les propositions de la Commission Fouchet

30.4.1962:

Demande d'adhésion de la Norvège à la CEE

4.7.1962:

Lors de la visite du chancelier fédéral Alfons Gorbach à Moscou, Khrouchtchev qualifie la CEE d'instrument de l'OTAN

28.7.1962:

M. Kreisky, ministre des Affaires étrangères, explique en présence de M. Bock, ministre du Commerce et de

la reconstruction, le projet de demande de l'Autriche en vue d'un accord d'association devant le Conseil des ministres de la CEE

14.1.1963:

Le président de la République française, Charles de Gaulle, oppose son veto à l'adhésion à la CEE de la Grande-Bretagne

22.1.1963:

Signature du traité franco-allemand à Paris (traité de l'Élysée)

29.1.1963:

Rupture des négociations d'adhésion à la CEE avec la Grande-Bretagne

26.2.1963:

Contrairement aux candidats à l'adhésion et à un accord d'association (Suisse et Suède), l'Autriche renouvelle expressément son souhait de parvenir rapidement à un accord avec la CEE. L'association n'est donc pas le but recherché par Vienne, elle aspire davantage à un accord «spécial» («*special arrangement*») avec Bruxelles

28.2.1963:

L'agence de presse soviétique TASS met l'Autriche en garde contre une association à la CEE

2.3.1963:

Rejet de la déclaration de l'agence TASS par l'Autriche

20.7.1963:

Signature à Yaoundé d'un accord d'association de la CE avec 17 États africains et Madagascar

10.7.1964:

La *Pravda* critique les pourparlers entre l'Autriche et la CEE

19.3.1965:

Début du premier mandat de négociation de l'Autriche avec la CEE (jusqu'en février 1966)

8.4.1965:

Signature du traité de fusion des organes exécutifs des trois Communautés européennes (CECA, CEE et CEEA)

30.6.1965:

Les négociations concernant le financement d'une politique agricole commune se soldent par un échec dans la CEE. Rupture des négociations par la France qui pratique la «politique de la chaise vide»

29.1.1966:

Le «compromis de Luxembourg»: renonciation au passage envisagé à un système de décisions à la majorité

7.12.1966:

La CEE approuve le deuxième mandat de négociation avec l'Autriche (jusqu'en février 1967)

16.3.1967:

Le chancelier fédéral Josef Klaus rejette les critiques soviétiques à propos d'un accord avec la CEE

10.5.1967:

Deuxième demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CE, tout comme de l'Irlande et du Danemark (11 mai)

1.7.1967:

Rome oppose son veto à la poursuite des transactions entre Vienne et Bruxelles; entrée en vigueur du traité de fusion le 8.4.1965. Jean Rey est promu président de la Commission de la CE comme successeur de Walter Hallstein

1.7.1968:

Achèvement de l'union douanière avant la date initialement prévue (31.12.1969) et application d'un tarif extérieur commun

1./2.12.1969:

Réunis à La Haye, les chefs d'État ou de gouvernement de la CE s'entendent sur une intégration accélérée, la réalisation progressive de l'union économique et monétaire (UEM) d'ici 1980 et une coopération politique; décision d'ouverture de négociations d'adhésion avec le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège

8./9.12.1969:

Dans le sillage de la décision relative au paquet de mesures sur le Tyrol du Sud et de la levée du veto italien, la CE se déclare favorable à une reprise des contacts avec l'Autriche

18.12.1969:

L'Autriche précise ce qu'elle entend par une solution économique intérimaire (accord douanier et commercial préférentiel)

1.1.1970:

Transfert des compétences en matière de commerce extérieur des États membres à la CE

30.6.1970:

Ouverture à Luxembourg du deuxième cycle de négociations sur l'adhésion du Danemark, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et de la Norvège

8.10.1970:

Le plan du Premier ministre luxembourgeois Pierre Werner sur la réalisation progressive de l'UEM

27.10.1970:

Rapport de Luxembourg (rapport Davignon) des ministres des Affaires étrangères de la CE aux chefs d'État ou de gouvernement sur la CPE

9.2.1971:

Le Conseil des ministres trouve un accord sur l'UEM à Bruxelles

22.1.1972:

Traités d'adhésion du Danemark, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et de la Norvège avec la CE

21.3.1972:

Introduction du «serpent monétaire» (fluctuation des taux de change limitée à un maximum de 2,5 %)

10.5.1972:

Lors d'un référendum, les Irlandais se prononcent en faveur de l'adhésion à la CE

22.7.1972:

Signature des accords bilatéraux de libre-échange entre la CEE et les États membres de l'AELE (reste de l'AELE: Islande, Autriche, Portugal, Suède et Suisse), qui entrent en vigueur en 1973

18.8.1972:

L'URSS rappelle dans un aide-mémoire au gouvernement fédéral autrichien que les accords ne sauraient et

ne devraient en aucun cas modifier les engagements pris par l'Autriche en 1955. Une confirmation officielle dans ce sens de la part de l'Autriche serait «appréciée à sa juste mesure» par l'Union soviétique

20.9.1972:

Dans un aide-mémoire, le gouvernement fédéral revient sur la critique adressée par l'Union soviétique et explique être tout à fait disposé à confirmer aussi officiellement sa position vis-à-vis de Moscou, à savoir que les accords avec la CE ne «sauraient et ne devraient modifier» «en aucune manière la portée des droits et obligations» des États signataires du traité d'État et des obligations découlant de la loi sur la neutralité

25.9.1972:

Les Norvégiens rejettent par référendum l'adhésion de leur pays à la CE

2.10.1972:

Les Danois approuvent l'adhésion de leur pays à la CE

20.10.1972:

À Paris, les chefs d'État ou de gouvernement de la CE élargie décident de transformer la CE en une Union européenne et adoptent un calendrier pour la mise en place de l'UEM

1.1.1973:

Entrée en vigueur de l'élargissement de la CE qui compte désormais neuf États membres

11./12.3.1973:

La Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Italie restent en dehors du «serpent monétaire»

14.5.1973:

Signature de l'accord de libre-échange CE-Norvège

5.10.1973:

Accord de libre-échange CE-Finlande

10.12.1974:

À Paris, les chefs d'État ou de gouvernement décident de se rencontrer régulièrement en tant que «Conseil européen»

28.2.1975:

Signature à Lomé de la première convention avec les 46 États ACP portant sur les questions commerciales, financières et techniques

10./11.3.1975:

Premier Conseil européen à Dublin

30.5.1975:

Conclusion d'un accord commercial austro-soviétique

5.6.1975:

Les Britanniques se prononcent par référendum pour le maintien au sein de la CE

29.12.1975:

Rapport Tindemans sur l'«Union européenne»: au besoin, une progression de l'intégration à «deux vitesses»

13.5.1977:

Tenue d'un sommet de l'AELE à Vienne à l'initiative de Bruno Kreisky

1.7.1977:

Suppression de tous les droits de douane entre les 9 États membres de la CE

8.4.1978:

À Copenhague, le Conseil européen décide d'élire le Parlement européen au suffrage universel

7.7.1978:

Le Conseil européen de Brême approuve la mise en place du SME et l'introduction d'une unité monétaire européenne

5.12.1978:

Le Conseil européen de Bruxelles approuve l'entrée en vigueur du SME à compter du 1^{er} janvier 1979, avec l'ECU comme corollaire

28.5.1979:

Signature à Athènes de l'acte d'adhésion de la Grèce à la CE

7./10.6.1979:

Première élection du Parlement européen au suffrage universel direct

31.10.1979:

Convention de Lomé II conclue entre la CE et 58 États ACP

11.1.1980:

Dans le cadre de la CPE, l'intervention soviétique en Afghanistan est condamnée

1.1.1981:

La Grèce devient le dixième membre de la CE

6./20.1.1981:

MM. Genscher et Colombo prônent un renforcement de la coopération politique européenne

4.1.1982:

Les ministres des Affaires étrangères de la CE condamnent la proclamation de l'état de guerre en Pologne

6.4.1982:

Déclaration de solidarité de la CE à la Grande-Bretagne dans le conflit des Malouines

16.4.1982:

Embargo à l'importation de la CE à l'encontre de l'Argentine

19.6.1983:

Le Conseil européen de Stuttgart signe une «déclaration solennelle sur l'Union européenne»

14.2.1984:

Le Parlement approuve le projet de traité sur l'Union européenne (commission Altiero Spinelli)

9.4.1984:

La «Déclaration de Luxembourg» lors d'une rencontre ministérielle de la CE et de l'AELE prône une dynamisation des relations et la création d'un espace économique européen unique

14./17.6.1984:

Deuxième élection du Parlement européen au suffrage universel direct

8.12.1984:

Convention de Lomé III conclue entre la CE et 65 États ACP

7.1.1985:

Jacques Delors devient président de la Commission européenne

12.6.1985:

Signature des actes d'adhésion de l'Espagne et du Portugal

3.12.1985:

Le Conseil européen trouve un accord de principe sur l'Acte unique européen visant au développement de la CE dans le sens de la déclaration solennelle du 19 juin 1983

1.1.1986:

Adhésion à la CE de l'Espagne et du Portugal, adhésion à l'AELE de la Finlande

17./28.2.1986:

Signature à Luxembourg et à La Haye de l'Acte unique européen (AUE)

14.4.1987:

Demande d'adhésion de la Turquie à la CE

1.7.1987:

Entrée en vigueur de l'AUE, introduction de la coopération politique européenne (CPE)

29.3.1988:

La Commission européenne annonce les résultats d'une étude intitulée «Europe 1992 – Le défi global», réalisée à sa demande par un groupe d'experts chargé de mener une analyse approfondie des avantages qu'apporte le marché unique («rapport Cecchini»)

25.6.1988:

Signature d'une déclaration conjointe de la CE et du CAEM sur l'établissement de relations officielles

26.9.1988:

Signature de l'accord de coopération CE-Hongrie

17.1.1989:

Jacques Delors, président de la Commission européenne, propose devant le Parlement européen la création de l'EEE entre l'AELE et la CE

27.1.1989:

La Fédération de l'industrie autrichienne (VÖI) se montre sceptique à l'égard des propositions présentées le 17.1.1989 par le président de la Commission européenne Jacques Delors sur les nouvelles relations entre la CE et l'AELE

14./15.3.1989:

Lors du sommet à Oslo, les chefs d'État ou de gouvernement de l'AELE se félicitent de la proposition de Delors concernant l'EEE

15.-18.6.1989:

Élection du Parlement européen

17.7.1989:

Le ministre des Affaires étrangères Aloïs Mock remet à Roland Dumas la demande d'adhésion à la CE de l'Autriche, datée du 14 juillet; une condition de neutralité explicite sème la confusion et cause l'exaspération, notamment de la Belgique

10.8.1989:

Aide-mémoire de l'Union soviétique sur la demande d'adhésion de l'Autriche à la CE

9.11.1989:

Chute du mur de Berlin

15.12.1989:

Signature de la convention de Lomé IV (accords multilatéraux en faveur du développement)

19.12.1989:

Ouverture des négociations entre la CE et les États membres de l'AELE pour le renforcement de la coopération et la création d'un espace économique européen (EEE)

17.5.1990:

Résolution du Parlement européen sur la réunification allemande

19.6.1990:

Accord de Schengen

25./26.6.1990:

Le Conseil européen de Dublin convient de convoquer une Conférence intergouvernementale sur la réalisation de l'UEM et une deuxième Conférence intergouvernementale sur l'Union politique

1.7.1990:

Entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire allemande (union douanière CEE-RDA); entrée en vigueur de la première phase de l'Union économique et monétaire européenne

3.10.1990:

Achèvement de la réunification allemande

8.10.1990:

Adhésion de la Grande-Bretagne au système monétaire européen (SME), qu'elle quitte à nouveau au cours de l'été 1992

14.1.1991:

Le ministre de l'Économie Wolfgang Schüssel considère l'EEE comme «le train actuellement le plus rapide vers Bruxelles»

1.4.1991:

Le Pacte de Varsovie, en tant qu'alliance militaire, est dissous

4.4.1991:

Le président du parti fédéral autrichien du ÖVP [Parti populaire autrichien], Josef Riegler, refuse de se soumettre à l'exigence d'un référendum sur l'EEE

15.4.1991:

Création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

1.7.1991:

Demande d'adhésion à la CE de la Suède (sans condition de neutralité)

1.8.1991:

Avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de l'Autriche: elle recommande au Conseil l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Autriche

1.9.1991:

Le Liechtenstein adhère à l'AELE

5.-12.10.1991:

Négociations sur le transit entre la Commission européenne et l'Autriche/la Suisse

21.10.1991:

Clôture à Luxembourg des négociations politiques relatives au traité sur l'EEE entre la CE et l'AELE

9.-11.12.1991:

Lors du sommet de Maastricht, les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de la CE conviennent d'un traité sur l'Union européenne (union économique et monétaire, union politique, politique étrangère et de sécurité commune)

14.12.1991:

La Cour européenne de justice est opposée à la Cour de l'EEE prévue dans l'accord EEE

16.12.1991:

Signature des accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie

7.2.1992:

Signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht

18.3.1992:

La Finlande introduit une demande d'adhésion à la CE (sans condition de neutralité)

2.5.1992:

Signature à Porto de l'accord établissant l'EEE/Signature d'un accord de transit Autriche-EEE

20.5.1992:

La Suisse introduit une demande d'adhésion à la CE (sans condition de neutralité)

2.6.1992:

Les Danois rejettent par référendum le traité de Maastricht avec 50,7 % contre 49,3 %

18.6.1992:

Lors du référendum organisé en Irlande, la population approuve à une écrasante majorité le traité de Maastricht: 68,7 % de «oui»!

9.7.1992:

L'accord de transit est approuvé par le Conseil national comme traité d'État amendant et complétant la législation; l'accord se révèle par suite inopérant pour endiguer le trafic des poids lourds et pour réduire les émissions de matières polluantes

20.9.1992:

Dans un référendum sur le traité Maastricht, les Français votent pour à 51,05 % et contre à 48,95 %

22.9.1992:

Après plus de huit heures de discussion, le Conseil national ratifie avec les voix des partis au pouvoir l'accord de l'EEE; les écologistes du parti des *Grün-Alternativen* déposent une motion de défiance contre le gouvernement

25.11.1992:

La Norvège introduit une demande d'adhésion à la CE

6.12.1992:

Les Suisses disent «non» à l'adhésion à l'EEE de leur pays à une majorité serrée de 50,3 %, contre 49,7 % de votants favorables, réalisation de l'EEE retardée d'un an

11./12.12.1992:

À Édimbourg, les chefs d'État ou de gouvernement de la CE concèdent au Danemark certaines exemptions du traité de Maastricht

13.12.1992:

Les citoyens du Liechtenstein ont approuvé l'adhésion à l'EEE par référendum

1.1.1993:

Établissement du marché intérieur de la CE: la pleine réalisation de la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services, l'entrée en vigueur prévue de l'accord de l'EEE est retardée

12.1.1993:

Avec l'Islande – hormis la Suisse – tous les pays de l'AELE ont ratifié l'accord de l'EEE

1.2.1993:

Lancement des négociations d'adhésion à la CE avec l'Autriche, la Suède et la Finlande

17.3.1993:

Grâce à un protocole additionnel, les États de la CE et de l'AELE permettent l'entrée en vigueur de l'accord de l'EEE sans la Suisse

5.4.1993:

Lancement des négociations d'adhésion à la CE avec la Norvège

18.5.1993:

Lors d'un deuxième référendum, 56,8 % des électeurs danois approuvent le traité de Maastricht révisé à Édimbourg

11./12.12.1993:

À Édimbourg, les chefs d'État ou de gouvernement de la CE concèdent au Danemark certaines exemptions du traité de Maastricht

1.1.1994

Entrée en vigueur de l'EEE: 372 millions de citoyens profitent des avantages de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes; entrée en vigueur de la deuxième phase de l'UEM: instauration de l'Institut monétaire européen (IME) à Francfort/Main afin de satisfaire aux critères de convergence; Alexandre Lamfalussy devient le premier président de l'IME

16.3.1994:

Dans le sillage de la Finlande, de l'Autriche et de la Suède, c'est au tour de la Norvège de clôturer les négociations d'adhésion avec l'Union européenne

30.3.1994:

La Suède, la Finlande, la Norvège et l'Autriche signent les paquets de négociation des traités d'adhésion

4.5.1994:

Le Parlement européen approuve à 374 voix pour, 24 voix contre et 61 abstentions, l'adhésion des pays neutres

12.6.1994:

En Autriche, la population vote à 66,6 % en faveur de l'adhésion à l'UE

16.10.1994:

En Finlande, la population vote à 57 % en faveur de l'adhésion à l'UE

13.11.1994:

En Suède, la population vote à 52,2 % en faveur de l'adhésion à l'UE

27./28.11.1994:

En Norvège, la population vote à 52,2 % contre l'adhésion à l'UE

1.1.1995:

L'Autriche, la Suède et la Finlande deviennent membres de l'Union européenne, ces États quittent l'AELE, participation de l'Autriche à l'EEE, statut d'observateur auprès de l'UEO

9.1.1995:

L'Autriche adhère à l'EEE

24.1.1995:

Adoption du Partenariat pour la paix (programme de partenariat de l'OTAN)

26.3.1995:

Entrée en vigueur de l'accord de Schengen

28.4.1995:

L'Autriche signe l'acte d'adhésion à la Convention Schengen (1990)

13.10.1996:

Première participation de l'Autriche à l'élection du Parlement européen au suffrage universel

1.4.1997:

Entrée en vigueur de l'accord de Schengen avec l'Italie, suppression du point-frontière au col du Brenner

1.7.1997:

L'Autriche prend la présidence de Schengen

2.10.1997:

Signature du traité d'Amsterdam

7.10.1997:

Entrée en vigueur de la Convention Schengen pour l'Autriche

1.12.1997:

Tenue du référendum pro-schilling ou «anti-Euro» initié par le parti FPÖ

1.4.1998:

Échec du «rapport sur les options» sur la future politique de sécurité du gouvernement fédéral; suppression des contrôles aux frontières terrestres entre l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne

1.7.1998:

Début de la présidence autrichienne de l'UE

21.7.1998:

Ratification du traité d'Amsterdam par l'Autriche

24./25.10.1998:

Conseil européen informel à Pörtlach

11./12.12.1998:

Conseil européen de Vienne

31.12.1998:

Fin de la présidence autrichienne de l'UE

1.5.1999:

Entrée en vigueur du traité d'Amsterdam

13.6.1999:

Deuxième participation de l'Autriche à l'élection du Parlement européen

10./11.12.1999:

Le Conseil européen d'Helsinki décide d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie au printemps 2000. La Turquie obtient le statut de candidat, c'est-à-dire qu'elle est disposée à adhérer et prête à négocier. L'UE s'engage en outre à mettre sur pied d'ici 2003 des forces de réaction aux crises (Force européenne de réaction rapide, FERR), afin de pouvoir déployer des opérations militaires autonomes. Le Conseil décide, par ailleurs, de convoquer l'année suivante en février une Conférence intergouvernementale aux fins de révision des traités

15.1.2000:

Lancement à Bruxelles des négociations d'adhésion avec la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la Slovaquie

31.1.2000:

Déclaration commune des 14 États membres de l'UE sur l'application de sanctions en cas de participation du parti FPÖ au gouvernement

1./2.2.2000:

Lors de sa deuxième conférence plénière, l'organe chargé de l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux se baptise «Convention»

2./3.2.2000:

L'UE et les pays ACP tiennent une conférence ministérielle de négociations sur un partenariat du développement à Bruxelles. Ils conviennent d'un plan d'action qu'il est prévu de mener à bien après l'expiration de la convention de Lomé IV en février

4.2.2000:

Announcement du gouvernement de coalition ÖVP-(Haider-)FPÖ par le président autrichien Thomas Klestil dans un contexte de protestations massives en Autriche et à l'étranger; l'Europe des 14 applique les mesures de sanctions annoncées

14.2.2000:

Ouverture solennelle de la Conférence intergouvernementale chargée de jeter les bases des réformes institutionnelles avant décembre 2000. Les représentants autrichiens – Vienne est exclue du «tour des capitales» (tournée à travers toutes les capitales de l'UE pour y sonder les positions des différents États membres de l'UE) de la présidence portugaise du Conseil – subissent, fait unique jusque-là, le mobbing des autres États membres (notamment les représentants du FPÖ)

19./20.6.2000:

Le Conseil européen de Santa Maria da Feira au Portugal voit le principe de la différenciation et de la procédure de rattrapage pour les pays candidats confirmé et l'importance de la gestion pour la transposition de l'acquis communautaire souligné. La réforme des institutions de l'UE, à laquelle se consacre la

Conférence intergouvernementale permanente depuis février, se tient sous le signe de l'élargissement de l'UE. Il convient de réduire la Commission et le Parlement pour maintenir la capacité d'action de l'UE. La proposition de la Commission prévoit de limiter le nombre des commissaires à 20, après l'élargissement

23.6.2000:

L'UE et les pays ACP signent un nouvel accord à Cotonou (Bénin)

13.9.2000:

Levée des mesures de sanctions de l'UE des 14 à l'encontre de l'Autriche dans le cadre de la présidence française de l'UE après la présentation d'un rapport des Sages favorable à la levée immédiate des mesures de boycott

28.9.2000:

La majorité de la population danoise se prononce contre l'adhésion à la zone euro

6.-11.12.2000:

Le sommet européen de Nice voit des modifications considérables des dispositions institutionnelles (pondération des voix et décisions à la majorité), de même qu'une future Union réunissant 27 États membres. Un traité de réforme est envisagé pour 2004. Le Conseil européen de Nice crée la base institutionnelle pour l'élargissement décidant de tenir une Conférence intergouvernementale sur les questions de la réforme institutionnelle. Approbation de la stratégie d'élargissement proposée par la Commission dont la feuille de route des négociations constitue l'élément principal.

7.12.2000:

Le projet de Charte des droits fondamentaux est solennellement «salué» et proclamé lors du sommet européen de Nice, bien qu'il soit encore sans effet juridique

1.1.2001:

La Grèce devient le douzième État membre de la zone euro sur proposition de la Commission européenne (3 mai 2000) – bien que le pays ne satisfasse pas aux critères

26.2.2001:

Signature du traité de Nice (entrée en vigueur seulement en 2003)

23./24.3.2001:

Le Conseil européen de Stockholm adopte des décisions concrètes concernant la transposition de réformes économiques, les objectifs en matière de politiques de l'emploi et de l'éducation, ainsi que le commerce électronique

7.6.2001:

Les Irlandais rejettent par référendum le traité de Nice, alors que le taux de participation est de 32,9 %. Lors d'un nouveau référendum, après d'intenses débats, la population irlandaise se prononce finalement en faveur du traité de Nice, laissant le champ libre à la ratification du traité

15./16.6.2001:

Le Conseil européen de Göteborg est le théâtre de manifestations des antieuropéens et des altermondialistes. Les chefs d'État ou de gouvernement considèrent le processus d'élargissement comme «irréversible» et désignent pour la première fois 2004 comme l'année de l'élargissement. Réaffirmation du respect de la «feuille de route» comme cadre afin de clôturer avec succès les négociations. Sous réserve de progression vers la réalisation des critères d'adhésion à un rythme constant, la feuille de route doit permettre de clôturer les négociations avec les pays candidats vers la fin 2002 et de participer à l'élection du Parlement européen de 2004 en tant que nouveaux États membres

25.6.2001:

L'UE et l'Égypte signent un accord d'association

11.9.2001:

Des attentats terroristes à New York contre le World Trade Center et à Washington contre le Pentagone à la suite de détournements d'avions de ligne par des fundamentalistes islamistes du groupe terroriste Al Qaïda, mené par Oussama Ben Laden, déclenchent l'effroi dans le monde entier et un élan de solidarité envers les États-Unis. L'administration Bush renforce ses efforts politico-militaires contre le régime des Talibans en Afghanistan, tout en continuant de soutenir l'«Alliance du Nord» et elle intensifie en particulier ses préparatifs de guerre démarrés contre le régime irakien de Saddam Hussein

15.12.2001:

Le sommet européen de Laeken, en Belgique, attribue un mandat officiel visant à créer une «convention sur l'avenir de l'Europe» chargée d'élaborer des propositions sur les futures orientations de l'Union européenne

1.1.2002:

Première mise en circulation des billets libellés en euro. La monnaie européenne acquiert cours légal comme mode de paiement

28.2.2002:

Fin de la validité de la plupart des monnaies nationales des pays de l'Euroland comme mode de paiement légal; ouverture au Parlement européen de la «Convention sur l'avenir de l'Europe» à Bruxelles. Elle se baptise la «Convention constitutionnelle sur l'avenir de l'Union européenne»

1.3.2002:

Les paiements ne se font désormais plus qu'en euros

1.4.2002:

L'échange des anciennes monnaies de l'Euroland n'est plus possible qu'auprès des différentes banques nationales des pays

17.9.2002:

Le président américain George Bush fait valoir le droit des Américains à une offensive conventionnelle ou nucléaire («*preemptive strike*») contre les «États voyous» et l'«axe du mal» dans le monde et signifie ainsi le changement de modèle de la politique internationale des États-Unis

28.10.2002:

Le président de la Convention constitutionnelle, Valéry Giscard d'Estaing, présente au Parlement européen un projet sur «les grandes lignes d'une future constitution pour l'Europe», huit mois après avoir entamé les travaux de la Convention sur la réforme de l'UE. Consensus trouvé concernant l'approbation sur un «traité établissant une Constitution pour l'Europe», l'incorporation de la Charte des droits fondamentaux, de la personnalité juridique de l'UE et la «double citoyenneté»

13.12.2002:

Le sommet historique de Copenhague prépare la voie à l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays. L'adhésion doit intervenir le 1^{er} mai 2004. Les problèmes économiques et les défis institutionnels ne sont cependant pas pris suffisamment en compte, malgré les multiples critiques et mises en garde. Le fait qu'il n'existe aucune unité entre les États membres et les pays candidats ni au plan structurel ni dans les objectifs a été ignoré. La décision de l'élargissement est politique et ce projet est résolument poursuivi

1.3.2003:

Le traité de Nice entre en vigueur

8.3.2003:

Référendum positif (53 %) à Malte pour l'adhésion à l'UE

20.3.2003:

L'offensive anglo-américaine contre l'Irak, qui intervient sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et constitue une violation du droit international et qui revêt donc un caractère illégal, creuse encore le fossé qui existe déjà entre les États membres de l'UE dans la question de l'intervention et donc aussi la politique extérieure et de sécurité de l'UE, de sorte que la date de finalisation des travaux de la Convention devient incertaine

23.3.2003:

Référendum positif (environ 90 %) en Slovaquie pour l'adhésion à l'UE

1.4.2003:

Les petits États de l'UE convoquent un mini-sommet des pays «partageant les mêmes convictions» à Luxembourg, en particulier s'agissant des travaux de la Convention dans le contexte où les deux ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne et de la France, respectivement Joschka Fischer et Dominique de Villepin, soutiennent l'idée d'une gouvernance bicéphale prévoyant, outre le président de la Commission, un président de l'UE

12.4.2003:

Référendum positif (environ 85 %) en Hongrie pour l'adhésion à l'UE

16.4.2003:

Signature à Athènes des traités d'adhésion des dix nouveaux États membres de l'UE

9.5.2003:

Journée de l'Europe, avec des manifestations organisées dans toute l'Union européenne

10./11.5.2003:

Référendum positif en Lituanie pour l'adhésion à l'UE

16./17.5.2003:

Référendum positif en Slovaquie pour l'adhésion à l'UE

7./8.6.2003:

Référendum positif en Pologne pour l'adhésion à l'UE

12.6.2003:

Session plénière de la Convention constitutionnelle

15./16.6.2003:

Référendum positif en République tchèque pour l'adhésion à l'UE

20.6.2003:

Lors du Conseil européen de Thessalonique, le président de la Convention, Giscard d'Estaing, remet au Conseil européen, en la personne du Premier ministre grec en place et président du Conseil européen, Costas Simitis, un projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. Cette Constitution s'organise en quatre parties (structure organisationnelle de l'UE, définition, objectifs, compétences, organes; Charte des droits fondamentaux; remaniement des différentes dispositions du traité des Communautés européennes [traité CE] et sur l'Union européenne [traité sur l'UE] ainsi que les dispositions de ratification et finales)

14.9.2003:

Référendum positif en Estonie pour l'adhésion à l'UE

20.9.2003:

Référendum positif en Lettonie pour l'adhésion à l'UE

4.-5.10.2003:

Lors du sommet européen de Rome, de nombreux amendements sont sollicités de la part des États membres en ce qui concerne le «projet de la Convention». La question du fractionnement du «traité établissant une Constitution» divise les États membres, bien que la ligne de démarcation n'est pas la même que celle de la question de l'intervention en Irak, qui sépare maintenant États fondateurs et autres États membres

12./13.12.2003:

À Bruxelles, le sommet des chefs d'État ou de gouvernement se solde par un échec, après des mois de débats sur l'adoption souhaitée du projet de traité établissant une Constitution élaboré par la Convention Giscard. Apparemment, l'échec est principalement dû à l'insistance de l'Espagne (José Maria Aznar) et de la Pologne (Lezek Miller) désireux d'obtenir une pondération des voix au Conseil de 27 (contre 29 pour la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne). Les raisons qui se cachent derrière l'échec sont plus complexes

11.3.2004

Terribles attentats terroristes à Madrid revendiqués par des fondamentalistes islamistes du Maroc liés à Al Qaïda. 200 personnes périssent dans un attentat à la bombe à la gare d'Atocha dans un train de banlieue. Peu de temps après, le gouvernement de la droite conservatrice emmené par José Maria Aznar n'est pas reconduit, en raison d'informations erronées transmises par voie officielle au public sur les instigateurs de l'attentat (en effet, le gouvernement privilégiait erronément la piste de l'ETA). Le nouveau gouvernement socialiste sous la direction de M. Zapatero se déclare sur-le-champ d'accord avec le projet établissant la Constitution de la Convention, ce qui affaiblit la résistance polonaise qui finit par plier

1.5.2004

Dix nouveaux États membres rejoignent l'Union européenne: Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie. Il s'agit là du plus grand élargissement de l'histoire des Communautés européennes et, qui plus est, le continent est réunifié politiquement, marquant ainsi la fin officielle de la division de l'Europe pendant la Guerre froide. Les négociations avec la Bulgarie et la Roumanie sont encore en cours.

13.6.2004:

Élection du Parlement européen dans un contexte de faible taux de participation

18./19.6.2004:

Après des mois de lutte acharnée, les chefs d'État ou de gouvernement conviennent à Bruxelles, grâce aux préparatifs de qualité de la présidence irlandaise au Conseil emmenée par Bertie Ahern, de la nouvelle Constitution de l'UE censée rendre l'Union européenne élargie plus démocratique et transparente. Sur certains points majeurs, le projet de la Convention est modifié, voire dilué selon certains critiques

29.10.2004:

Signature du traité établissant une Constitution pour l'UE à Rome. Pour l'Autriche, ce sont le chancelier fédéral, Wolfgang Schüssel, et la nouvelle ministre des Affaires étrangères, Ursula Plassnik, qui signent le traité établissant une Constitution

12.1.2005:

Le Parlement européen se prononce à une large majorité pour la Constitution de l'UE. Sur 732 membres du Parlement, 677 sont présents. 500 se prononcent pour (tout juste 74 %), 137 contre, avec 40 abstentions

11.5.2005:

Le Conseil national autrichien ratifie, avec une voix contre, le traité établissant une Constitution pour l'UE

25.5.2005:

Le Conseil fédéral approuve la ratification

29.5.2005:

Le traité établissant une Constitution pour l'UE est rejeté à 54,87 % par les Français, plongeant à partir de là

l'UE dans la crise de la ratification

1.6.2005:

Les Hollandais rejettent à 61,6 % le traité établissant une Constitution pour l'UE, ce qui impose un temps de réflexion; l'UE se trouve plongée dans l'une de ses crises les plus profondes depuis l'échec de la CED (30.8.1954) et la «politique de la chaise vide» menée par de Gaulle en 1965/66

14.6.2005:

Après la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe par le président fédéral Heinz Fischer, le document de ratification est remis le 17 juin 2005 à Rome

3.10.2005:

Lancement officiel des négociations d'adhésion avec la Turquie, après que l'Autriche abandonne sa longue résistance pour la concession d'une meilleure répartition des charges des prochains élargissements de l'UE; lancement des négociations d'adhésion à l'UE avec la Croatie

1.1.2006:

Début de la présidence autrichienne de l'UE

30.6.2006:

Fin de la présidence autrichienne de l'UE